



Independent observer
of the Global Fund

LES SUBVENTIONS DU FONDS MONDIAL NE FINANCENT PAS SUFFISAMMENT LA PRÉVENTION DU VIH AUPRÈS DES ADOLESCENTS EN AFRIQUE ORIENTALE ET AUSTRALE

Les régions d'Afrique orientale et australe enregistrent un taux de prévalence du VIH de 6,8 %, le plus élevé au monde. En moyenne, les pays de ces régions ont dédié 4,6 % des subventions du Fonds mondial à la prévention du VIH auprès des adolescents et des jeunes pour la période de mise en œuvre 2018/2021, selon l'analyse menée par Aidspan.

Ce taux est faible au regard du tribut disproportionné payé par les adolescents et les jeunes. S'ils représentent 20,2 % de la population totale dans ces deux régions, ils concentraient en 2017 36,3 % des nouvelles infections à VIH (ONUSIDA, 2018a). Fait encore plus préoccupant, un quart des nouvelles infections à VIH dans ces régions en 2017 touchait les adolescentes et les jeunes filles, qui représentent 10,1 % de la population en Afrique orientale et australe.

Le présent article s'appuie sur [un nouveau rapport Aidspan](#) visant à évaluer les investissements du Fonds mondial dans la prévention du VIH auprès des adolescents et des jeunes, et à déterminer s'ils diffèrent selon les régions, le revenu des pays et l'épidémiologie du VIH. Il est centré sur les pays d'Afrique orientale et australe pour la période de mise en œuvre 2018/2021.

Les données utilisées aux fins de l'analyse proviennent de plusieurs sources. Les données relatives aux investissements du Fonds mondial dans la prévention du VIH sont tirées des demandes de financement présentées par les pays. Une demande de financement est divisée en sections appelées « modules », tels que la prévention de la transmission de la mère à l'enfant, les services de dépistage du VIH, ou encore les programmes de prévention auprès des adolescents et des jeunes (scolarisés et non scolarisés). Nous avons retenu uniquement les pays dont la demande de financement contenait le module relatif aux adolescents et aux jeunes (scolarisés et non scolarisés).

Les données sur les fonds de contrepartie sont tirées du site web du Fonds mondial. Ces financements ont vocation à catalyser les investissements dans les domaines prioritaires du Fonds. Les données sur le revenu national brut (RNB) 2017 par habitant proviennent du site web de la Banque mondiale. Les données sur l'épidémiologie du VIH viennent de l'ONUSIDA (la source des références est indiquée à la fin de l'article).

Les pays ci-après ont été sélectionnés dans les deux régions :

- Afrique orientale : Kenya, Ouganda, Rwanda et Tanzanie
- Afrique australe : Afrique du Sud, eSwatini (anciennement Swaziland), Malawi, Mozambique, Namibie, Zambie et Zimbabwe

La période de mise en œuvre pour le Kenya, le Malawi, le Mozambique, la Namibie, l'Ouganda, le Rwanda, la Tanzanie, la Zambie et le Zimbabwe va de janvier 2018 à décembre 2020, pour la période d'allocation 2017/2020. Pour l'eSwatini, la période de mise en œuvre s'étend d'octobre 2018 à septembre 2021 (tableau 1).

L'Afrique du Sud termine la subvention de l'allocation précédente (2014/2017), dont la période de mise en œuvre s'étend d'avril 2016 à mars 2019 suite à un démarrage tardif. Le pays est inclus dans l'analyse car il abrite la cohorte la plus importante de personnes vivant avec le VIH/sida, c'est la première économie de la région, et sa période de mise en œuvre chevauche celle des dix autres pays sélectionnés.

Tableau 1 : Pays participants et période de mise en œuvre des subventions du Fonds mondial

Pays	Avril 2016	2017	Janv 2018	Oct 2018
Kenya, Malawi, Mozambique, Namibie, Ouganda, Rwanda, Tanzanie, Zambie, Zimbabwe				
eSwatini (anciennement Swaziland)				
Afrique du Sud				

L'économie et l'épidémiologie du VIH en Afrique orientale ne rejoignent pas celles d'Afrique australe. Les pays d'Afrique orientale possèdent essentiellement des revenus faibles, tandis qu'en Afrique australe, les pays ont majoritairement des revenus intermédiaires de la tranche inférieure ou supérieure, selon la

Banque mondiale (Banque mondiale, 2018 ; voir la liste des sources en fin d'article).

Dans les deux régions, l'épidémie de VIH est généralisée. Cependant, les pays d'Afrique orientale enregistrent des taux de prévalence du VIH inférieurs au sein de la population générale et des adolescentes et jeunes filles, comparé aux pays d'Afrique australe. Par exemple, l'Ouganda enregistrait en 2017 le taux de prévalence du VIH le plus élevé chez les adultes (5,9 %) et les adolescentes et jeunes filles (2,9 %) en Afrique orientale. Cependant, ces taux sont inférieurs à ceux du Malawi, dont la prévalence du VIH chez les adultes (9,5 %) et les adolescentes et jeunes filles (4,4 %) sont les plus faibles d'Afrique australe (ONUSIDA, 2018b).

Du fait des fonds de contrepartie du Fonds mondial, 4,6 % des subventions liées au VIH sont alloués aux programmes de prévention auprès des adolescents et des jeunes

Les dix pays (à l'exclusion de l'Afrique du Sud) visés par l'analyse ont demandé au total 2 127 478 146 dollars US au Fonds mondial pour lutter contre le VIH. Sur ce montant, 55 561 221 dollars US, équivalant à 2,6 %, sont alloués aux programmes de prévention auprès des adolescents et des jeunes.

En plus de la somme qui leur est allouée, les pays peuvent recevoir des « fonds à effet catalyseur » du Fonds mondial, bien que leur utilisation soit minutieusement définie. Ces fonds à effet catalyseur se présentent sous forme de subventions de contrepartie, de démarches multipays et d'initiatives stratégiques. Selon le Fonds mondial, ces financements peuvent servir à réduire l'incidence du VIH chez les adolescents et les jeunes, intensifier les interventions liées au VIH auprès des populations-clés, ou lever les obstacles liés aux droits de l'homme afin de promouvoir l'accès aux services de prise en charge du VIH.

Ces dix pays, hormis le Rwanda, pouvaient recevoir des fonds de contrepartie pour le VIH, d'un montant cumulé de 78 282 445 dollars US. Les programmes de prévention du VIH auprès des adolescents et des jeunes ont reçu des fonds de contrepartie d'un montant total de 45 472 488 dollars US. En combinant la somme allouée aux pays et les fonds de contrepartie, le Fonds mondial a financé la riposte au VIH à hauteur de 2 205 760 591 dollars US, dont 101 033 709 dollars US (4,6 %) ciblaient la prévention de la maladie auprès des adolescents et des jeunes (figure 1).

L'ONUSIDA recommande d'allouer 26 % des crédits du VIH aux activités de prévention (ONUSIDA, 2015). Étant entendu que les adolescents et les jeunes concentraient 36,3 % des nouvelles infections à VIH en 2017, les programmes de prévention auprès de ces groupes devraient recevoir 9,36 % (soit 36,3 % des 26 % recommandés par l'ONUSIDA) du financement total du Fonds mondial alloué au VIH.

Sur la période d'allocation actuelle, seuls la Namibie (18,7 %) et l'eSwatini ont suivi ou dépassé cette recommandation. La Zambie s'en approche à 8 %, mais le Rwanda en est très loin, à 0,1 %.

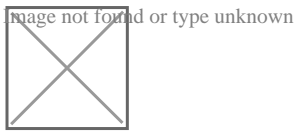


Figure 1 : Proportion de crédits du Fonds mondial VIH/sida alloués à des programmes de prévention auprès des adolescents et des jeunes (période de mise en œuvre 2018/2021).

Plus la prévalence générale du VIH est élevée, plus la proportion du financement des activités de prévention du VIH auprès des adolescents et des jeunes est élevée

Sans surprise, les pays dont la prévalence du VIH touche fortement les adolescents et les jeunes allouent plus de ressources aux programmes de prévention ciblant ce groupe vulnérable. De fait, l'analyse montre une corrélation entre la proportion de crédits alloués à la prévention du VIH auprès des adolescents et des jeunes et l'incidence/la prévalence de la maladie (figure 2). Par exemple, le Rwanda enregistre une prévalence de 1,1 % au sein des adolescents et des jeunes, et alloue 0,1 % des crédits à la prévention du VIH auprès de ce groupe. Inversement, l'eSwatini, touché par un taux de prévalence de 16,7 %, alloue 16,4 % aux activités de prévention ciblant ce groupe.

Remarque : tous ces pays reçoivent des fonds PEPFAR à des fins de prévention du VIH auprès des adolescents et des jeunes. Or, ce type de financement externe peut affecter le montant alloué par le Fonds mondial aux interventions dans ce domaine.

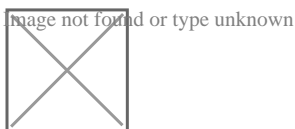


Figure 2 : Corrélation entre l'incidence du VIH pour 1 000 habitants et la proportion de crédits alloués aux programmes de prévention du VIH auprès des adolescents et des jeunes (période de mise en œuvre 2018/2021).

Plus le pays possède un revenu élevé, plus haute est la proportion de crédits alloués à la prévention du VIH auprès des adolescents et des jeunes

L'analyse révèle également une corrélation entre la proportion de crédits alloués à la prévention du VIH

auprès des adolescents et des jeunes, et le niveau de revenu du pays (figure 3). Par exemple, le Mozambique possède un RNB par habitant de 420 dollars US et alloue 4,4 % de ses ressources à la prévention du VIH auprès des adolescents et des jeunes. Inversement, la Namibie dont le RNB est de 4 600 dollars US alloue 18,7 % des crédits à ces mêmes activités.

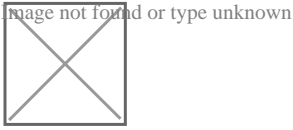


Figure 3 : Corrélation entre le RNB d'un pays et la proportion des crédits du Fonds mondial alloués à des programmes de prévention du VIH auprès des adolescents et des jeunes (période de mise en œuvre 2018/2021).

Aux fins de mettre un terme à l'épidémie de VIH/sida il faut commencer par réduire le nombre de nouvelles infections au sein des adolescents et des jeunes en Afrique orientale et australe, les deux régions les plus touchées par la prévalence de la maladie. Les fonds de contrepartie encouragent ces pays à donner la priorité aux activités de prévention du VIH auprès des populations les plus exposées au risque de nouvelles infections. Cependant, la proportion de crédits alloués à la prévention ciblant ce groupe reste insuffisante dans la plupart des pays de ces régions, indiquant clairement qu'il est essentiel d'accroître les dépenses moyennes ciblant les adolescents et les jeunes en Afrique orientale et australe.

Sources

- Aidspace. (2018). [Global Fund Investments in Adolescents and Youth in Eastern and Southern Africa for the years 2018-2021](#).
- ONUSIDA. (2015). Investir dans la prévention du VIH. In (p. 16). Extrait du rapport http://www.unaids.org/sites/default/files/media_asset/JC2791_invest-in-HIV-prevention_fr.pdf
- ONUSIDA. (2018a). Nombre de nouvelles infections à VIH. <http://aidsinfo.unaids.org/#menu3>
- ONUSIDA. (2018b). Données de l'ONUSIDA 2018. In (p. 376). Extrait du rapport http://www.unaids.org/sites/default/files/media_asset/unaids-data-2018_en.pdf
- Banque mondiale (2018). [RNB par habitant, méthode Atlas](#) (dollars US).

Samuel Muniu et Djesika Amendah sont tous deux membres de l'équipe Aidspace chargée de la politique.

[Read More](#)
